

Aides publiques : pour faire quoi ?

Que voulons-nous financer ?

L'élevage a besoin de signaux clairs et d'aides incitatives pour s'engager dans une rupture avec les pratiques majoritaires, et pour mettre en œuvre la transition.



En effet : pillage des ressources planétaires, pollution des milieux, détresse animale, injustice sociale et faim, anéantissement de la biodiversité : "ça commence à bien faire" !

Accorder des aides publiques au nom de la "compétitivité", sans intégrer des critères d'ordre éthique et environnemental, aggrave quotidiennement cette situation.

Financer la confusion

Aujourd'hui, "qualité" et "proximité" sont à la mode. L'Europe, l'Etat, les collectivités... financent des filières et la promotion de produits. En réalité, cette soi-disant "qualité" recouvre des modes d'élevage très divers, et souvent concentrationnaires.

Même les circuits courts ne sont pas à l'abri.

Le vrai coût des productions animales industrielles

Le prix des protéines animales industrielles n'intègre pas le coût des impacts générés : dégâts environnementaux et sociaux immenses, sans parler de la souffrance animale qui est "gratuite". Frais vétérinaires et biotechnologies comptent comme des profits...

Argent public dilapidé

L'argent public ainsi dilapidé manque cruellement aux éleveurs qui ne demandent qu'à pouvoir vivre d'un travail respectueux des animaux et de la nature, et à leurs exploitations.

Un exemple : les subventions honteuses qui financent l'engraissement intensif de 1000 bovins dans le Parc Naturel Régional des Millevaches, [au lieu de soutenir la finition des animaux dans les élevages où ils sont nés, à base d'herbe.](#)

Rendre économiquement viables les exploitations respectueuses !

Ruptures et transitions supposent de mettre en place de nouvelles techniques et de nouvelles filières. Les éleveurs ne peuvent pas y arriver seuls. Les consommateurs n'en ont ni les compétences ni les moyens. Il faut une volonté politique.

Aides publiques et prix justes : complémentarité nécessaire

Le modèle suisse montre comment faire. Un mode de production plus respectueux, avec plus de bien-être animal, génère un certain surcoût (en fait, un prix plus juste, avec moins de dumping !). Celui-ci est pris en charge en partie par les aides publiques (conformément à la volonté des citoyens) et par un prix (modérément) plus élevé au magasin. Les aides publiques et les cahiers des charges privés étant coordonnés, les contrôles sont grandement facilités.

M. Le Foll et l'ADEME au secours des élevages concentrationnaires



Aujourd'hui, la production de viande apporte des revenus très aléatoires, à la merci des cours mondiaux. La pression sur les prix, par la grande distribution, empêche une rémunération digne du travail. La profession agricole se tourne vers les énergies renouvelables, dont la vente assure des revenus, et qui constituent une nouvelle pompe à fric aux frais du contribuable. Ces investissements pérennisent des élevages industriels concentrationnaires. Sous prétexte d'environnement, l'éthique est bafouée, une fois de plus.

Valoriser les déjections, pour que l'industrie profite

La pérennisation des élevages industriels pérennise surtout les activités des industries en amont et en aval. Les outils d'abattage et de découpe sont en grande difficulté et fournissent la contestation sociale qui fait perdre la tête aux politiques. Mais l'industrie de l'alimentation animale prospère en mélangeant céréales, tourteaux, additifs et produits vétérinaires (sur l'arrière-fond des aides de la PAC). C'est cette industrie qui propage le mot d'ordre de valoriser les déjections : déjections d'animaux poussés à bout, entassés, mutilés... toujours au nom de la "compétitivité".